

Paris, le 15 juillet 2020

La validation d'un plan d'urgence pour l'ESR ne peut plus attendre !

Le 4 juin dernier, les syndicats FSU de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) lançaient [un appel pour la mise en place d'un plan d'urgence pour la rentrée](#) dans le cadre du troisième projet de loi de finances rectificative (PLFR3). Malgré une situation particulièrement tendue, celui-ci reste pour l'heure sans réponse. Pourtant, aux effets du confinement et de la crise sanitaire, aux conséquences d'un sous-financement structurel des établissements de l'ESR depuis des années s'ajoutent désormais également un inévitable afflux d'étudiant·es en septembre en raison des modalités particulières de délivrance du baccalauréat de la session 2020. Avec un taux de réussite de 95,7%, on dénombre près de 50 000 bacheliers et bachelières supplémentaires par rapport à l'an dernier. Les projections établies cet hiver d'une hausse de 14 000 des effectifs universitaires malgré la diminution de nombre de candidat·es au baccalauréat sont largement dépassées. Les universités devront accueillir au bas mot 40 000 étudiant·es de plus qu'en 2019, l'équivalent de trois nouvelles universités de taille moyenne.

Que fait le MESRI face à cette augmentation inédite et à l'annonce d'une rentrée catastrophique ? Aucune demande de financement supplémentaire à Bercy, sans doute dans la crainte que le ministère des finances ne mette ensuite en péril son projet de LPPR. Faut-il sacrifier la génération 2020, mettre en péril la situation budgétaire des universités et détériorer les conditions de travail de nos collègues pour satisfaire Frédérique Vidal et son acharnement à porter une loi pourtant massivement rejetée par la communauté universitaire ? Combien de fois faudra-t-il lui rappeler que, faute de financement, sa promesse de prolongation des contrats doctoraux et post-doctoraux ne pourra être tenue ? Combien de fois aussi que la réforme des études de santé ne saurait réussir alors que son impact budgétaire a été largement sous-évalué ? Faudra-t-il à nouveau lui rappeler la réalité de la situation dans laquelle se trouve l'enseignement supérieur et la recherche en France aujourd'hui ? Des universités sous-dotées, des postes gelés, des effectifs qui explosent, des recrutements qui ne cessent de diminuer, un financement de base de la recherche qui se réduit à peau de chagrin, une précarité étudiante et enseignante qui s'accroissent de jour en jour... La ministre voit-elle cela ?

Aux 525 M€ que nous avons estimé nécessaires au mois de juin, il faudrait ajouter dès aujourd'hui au minimum 185 M€ pour pouvoir accueillir correctement à la rentrée l'ensemble des néo-bacheliers dans le cadre du Projet de Loi de Finances Rectificative n°3 (PLFR3). Cette somme ne saurait d'ailleurs suffire à résoudre tous les problèmes tant la situation est préoccupante. Il serait erroné de penser que le numérique et l'enseignement à distance permettront de faire l'économie de la construction (ou de la location vu l'urgence) de nouveaux bâtiments et du recrutement d'enseignants et d'enseignants-chercheurs sur des postes de titulaires. Nous ne pouvons plus attendre. Il nous faut des "mètres carrés" et des enseignant·es! **Un effort digne de ce nom qui se prolongerait par conséquent sur l'année budgétaire 2021 représenterait alors 375 M€ supplémentaires, soit au total un plan d'urgence de 900 M€. Le SNESUP-FSU demande avec insistance qu'un tel plan d'urgence soit mis en place avant la rentrée. ■**